

Unité Interdépartementale 25-70-90
Pôle éolien / déchets

BELFORT, le 28/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



PATOIS BERNARD

4 rue de la Velle

25140 FRAMBOUHANS

Références : UID257090/SPR/EDB/CD 2022 - 0128A

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement PATOIS BERNARD implanté 4 rue de la Velle 25140 FRAMBOUHANS. L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du suivi des non-conformités soulevées lors de l'inspection du 17 mai 2018 et dans le cadre de l'action nationale sur le risque incendie dans les traitements de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATOIS BERNARD
- 4 rue de la Velle 25140 FRAMBOUHANS
- Code AIOT dans GUN : 0005900301
- Régime : A
- Statut Seveso :

Installée à FRAMBOUHANS (25140), la Société PATOIS Bernard est une entreprise familiale spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et revêtement des métaux depuis 1970. Elle travaille essentiellement pour les secteurs de la bijouterie et de la maroquinerie. Les traitements de surface y sont réalisés de façon manuelle. L'entreprise emploie actuellement 9 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection il est constaté que les installations sont propres et bien entretenues.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Consommation eau	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale
VLE eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des boues d'hydroxydes métalliques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 5.1.6	/	Lettre de suite préfectorale
Formation du personnel aux risques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.1.1	/	
Détection des fumées	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.3.5	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 1.2.1	/	
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.1	/	
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 3.2.3	/	
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.4.1	/	
Évacuation des fumées d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.2.1	/	
Conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.3.2	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.2	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.3	/	
Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.5.1	/	
Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.6	/	
Régulation thermique des bains de traitement	Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 8.1.1.2.1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure mettant en péril la sécurité de l'installation. Une attention particulière doit être portée à la qualité des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques nomenclature
Prescription contrôlée : - 2565-1b : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures, le volume des cuves étant > à 200 l : 1260 l : A - 2565-2a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Procédé utilisant des liquides. Volumes des cuves de traitement > à 1500 l : 2780 l : A - 4110-2a : toxicité aigue catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition. Quantité totale > 250 kg : 1835,5 kg : A
Constats : - 2565-1b : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Lorsqu'il y a mise en œuvre de cyanures, le volume des cuves étant > à 200 l : 1260 l : E - 2565-2a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Procédé utilisant des liquides. Volumes des cuves de traitement > à 1500 l : 2780 l : E - 4110-2a : toxicité aigue catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition. Quantité totale > 250 kg : 1835,5 kg : A
<p>Les activités de l'installation sont inchangées.</p> <p>Il est signalé à l'exploitant que le régime de l'établissement au titre de la rubrique 2565 est désormais l'enregistrement. Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les règles de procédures restent celles de l'autorisation ; - le régime des installations de la rubrique 2565 est celui de l'enregistrement ; - l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif à la rubrique 2565 s'applique sous réserve de l'arrêté préfectoral et uniquement pour les dispositions applicables aux installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par le présent arrêté, est réalisée une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations
Constats : Rapport de la Société SOCOTEC du 29/03/2021. Mesures réalisées sur les 2 points de rejet : - Installation 1 « rejet acide » : NOx, SO2, NH3, HF, CN, Alcalinité, Acidité, Ni - Installation 2 « rejet cyanure » : NOx, SO2, NH3, HF, CN, Alcalinité, Acidité, Ni
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz et vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. - Conduit n°1 : extracteur pour les rejets acido-basiques : puissance de 5400 m³/h, vitesse minimale d'éjection de 8 m/s - Conduit n°2 : extracteur et laveur pour les rejets cyanurés : puissance de 1710 m³/h, vitesse minimale d'éjection de 5 m/s.
Constats : Le rapport de la Société SOCOTEC du 29/03/2021 affiche les résultats suivants : - Installation 1 « rejet acide » : Débit de 1177 m³/h et vitesse d'éjection moyenne de 3,1 m/s. - Installation 2 « rejet cyanure » : Débit de 758 m³/h et vitesse d'éjection moyenne de 3,0 m/s. Les vitesses d'éjection minimales ne sont pas respectées. Pour des débits inférieurs à 5000 m³/h, la vitesse minimale d'éjection doit être de 5m/s. L'exploitant veillera à prendre les dispositions nécessaires pour régler la vitesse d'éjection des systèmes de captation de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) : <ul style="list-style-type: none">- Acidité totale (en H⁺): 0,5 mg/m³- HF (en F) : 2 mg/m³- CN : 1 mg/m³- Ni : 5 mg/m³- Alcalins (en OH⁻) : 10 mg/m³- Nox (en NO²) : 200 mg/m³- SO₂ : 100 mg/m³- NH₃ : 30 mg/m³
Constats : Le rapport de la Société SOCOTEC du 29/03/2021 indique qu'aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'est constaté pour les mesures réalisées sur les rejets 1 et 2.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consommation eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : réseau public : 1700 m ³ /an, débit max de 1,5 m ³ /h et 8 m ³ /j.
Constats : L'exploitant indique les volumes d'eau prélevés dans le réseau dans un tableur. Lors de l'inspection le tableur nommé « STEP EAU REJETS ANNEE 2021 » est présenté. Le prélèvement journalier est indiqué dans le tableur, ainsi que le total mensuel. Le tableur met en évidence des dépassements du prélèvement journalier autorisé de 8 m ³ . Les prélèvements suivants sont relevés par sondage : Lundi 5 avril 2021 : 10 m ³ Lundi 21 juin 2021 : 25 m ³ Jeudi 15 juillet 2021 : 12 m ³ Prélèvement annuel total : 1985 m ³ . Le prélèvement journalier et annuel maximum n'est pas respecté. L'exploitant indique travailler actuellement avec des fournisseurs pour diminuer sa consommation d'eau et espère pouvoir produire en circuit fermé pour une partie de l'activité. L'exploitant veillera à diminuer la consommation d'eau prélevée de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Surveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets aqueux
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.- Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées. <p>Ces mesures sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none">→ Deux fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures ;→ Une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en Aluminium, Fer, Nickel et Cuivre. <p>Des mesures portant sur l'ensemble des polluants (Al, Fe, Ni, Cu, Zn, MEZ, CN, fluorures, phosphore, DCO, indice hydrocarbure, AOX, tributylphosphate) objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent [...].</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Seul le pH est enregistré en continu.- Un système de contrôle en continu entraîne automatiquement l'arrêt immédiat des rejets en cas de non-conformité sur le pH.- L'exploitant réalise une analyse journalière des rejets en cyanures.- L'exploitant réalise une analyse hebdomadaire du Cuivre et du Nickel et une analyse mensuelle de la DCO. <p>L'exploitant ne réalise pas l'analyse hebdomadaire sur les paramètres Aluminium et Fer. Il ne réalise pas non plus l'analyse trimestrielle par un organisme compétent sur les paramètres Zinc, MES, fluorures, phosphore, indice hydrocarbure, AOX, tributylphosphate.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé ses déclarations sur le site GIDAF. Il indique avoir des difficultés à transmettre ses déclarations car il y a des incohérences.</p> <p>L'exploitant veillera à mettre à jour son programme de surveillance et à déclarer les résultats des analyses sur GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : VLE eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites rejets eaux résiduaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration définies dans l'arrêté (en mg/l) : Aluminium : 2 Fer : 5 Nickel : 0,5 Cuivre : 0,5 Zinc : 2 MES : 30 CN : 0,1 Fluorures : 15 Phosphore : 50 DCO : 600 Indice hydrocarbure : 5 AOX : 1 Tributylphosphate : 0,5
Constats : L'exploitant indique les résultats des analyses réalisées sur ses rejets aqueux dans le tableur nommé « STEP EAU REJETS ANNEE 2021 ». Certains résultats mettent en évidence des non-conformités : 11/01/2021 : CN = 0,22 mg/l 03/02/2021 : CN = 0,191 mg/l 12/02/2021 : CN = 0,36 mg/l 19/04/2021 : CN = 0,285 mg/l 11/05/2021 : CN = 0,389 mg/l 15/12/2021 : CN = 0,184 mg/l 20/10/2021 : Cu = 0,511 mg/l 27/10/2021 : Cu = 0,547 mg/l L'exploitant ne respecte pas toujours les valeurs limites en concentration pour les paramètres cyanure et cuivre. Il veillera à prendre les dispositions nécessaires pour améliorer son système de traitement et ainsi atteindre les valeurs limites réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des boues d'hydroxydes métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose d'un tableur nommé « REGISTRE DES DECHETS ANNEES 2021 ». Les BSD suivants sont consultés lors de l'inspection : - Bordereau n°95158 / SERFIM RECYCLAGE – SERLEAD / 11/10/2021 / 4 big bag Boues STEP / code 11 01 09* / 2,02t / Code traitement R4. - Bordereau n°20210617YDI / METALOR TECH. ADVANCED COATINGS FRANCE / 17/06/2021 / bain cyanuré / code 11 01 98* / 0,712t / pas de code traitement. De manière générale, certains BSD ne sont pas correctement remplis. L'exploitant doit assurer la traçabilité de ses déchets jusqu'au traitement. Il doit donc contacter les prestataires afin d'avoir les éléments manquants. Concernant le tableur de registre des déchets, il n'est pas saisi avec les bons éléments : pas toujours le bon n° de BSD, pas toujours le bon code déchet, pas toujours le code D/R. L'exploitant n'a pas déclaré ses quantités de déchets sur GEREP. Il indique ne plus avoir les accès. L'exploitant veillera à s'assurer de posséder tous les éléments obligatoires quant à la traçabilité de ses déchets et à déclarer les éléments relatifs à ses déchets dangereux sur GEREP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté.
Constats : Rapport de mesure acoustique du 17/07/2018 par la Société SOCOTEC. Aucun dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de localisation des zones à risques. Il convient de réaliser ce plan en mettant en avant les différents risques dans les zones identifiées (risque incendie, risque électrique...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Évacuation des fumées d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'évacuation des fumées
Prescription contrôlée : L'atelier de traitement de surfaces est équipé en partie haute de façade d'un dispositif conforme à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ce dispositif doit être adapté aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. La commande d'ouverture manuelle est placée à proximité de l'accès. La surface utile d'ouverture du dispositif ne doit pas être inférieure à 2 % soit 6,18 m ² . L'ajout d'une surface de 4,68 m ² au 2,10 m ² du dispositif existant devra être réalisé pour le 31 août 2017. Il doit être conforme à la norme NF EN 12 101-2 « spécifications relatives aux dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur ». En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment.
Constats : L'atelier est équipé de deux dispositifs (fenêtres) permettant l'évacuation à l'air des fumées. Ces dispositifs disposent d'une commande manuelle mais également automatique car reliés au système de détection des fumées.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Rapport du 03/12/2021. L'exploitant fait contrôler ses installations électriques annuellement. Le dernier contrôle a eu lieu le 03/12/2021 par la Société SOCOTEC et n'a mis en évidence qu'une observation : « installer des blocs d'éclairage de sécurité dans les circulations et les escaliers ».
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Détection des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection des fumées
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'atelier de traitement de surface où se trouvent également l'armoire électrique, dispose d'un système de détection des fumées. L'exploitant ne réalise pas de vérification semestrielle ni de tests sur son dispositif. L'exploitant veillera à mettre en place une vérification périodique de son système de détection des fumées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Formation du personnel aux risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel aux risques
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : [...] - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.
Constats : Le personnel de l'entreprise n'est pas formé au risque incendie ni à l'utilisation des extincteurs. L'exploitant veillera à former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification en date du 22/09/2021.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- [...] ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- un poteau incendie normalisé (NFS 61-213), pouvant fournir un débit de 60 m³/h sous une pression minimale de 1 bar pendant 2 heures. Il doit être implanté conformément à la norme NFS 62-000 et situé à moins de 200 m de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurée en empruntant les voies accessibles en tous temps aux moyens de secours.
Constats : L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">- un téléphone fixe pour alerter les services d'incendie ;- 7 extincteurs répartis sur le site et accessibles.- L'exploitant indique qu'un poteau incendie est situé à moins de 200 m.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : Un système d'alerte interne déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.
Constats : L'installation est dotée d'un système d'alarme sonore couplé au système de détection de fumée. En cas de déclenchement, l'alarme alerte également le président de l'entreprise sur son téléphone.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 7.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées. A cet effet, des dispositifs amovibles au niveau des ouvrants du sous-sol sont mis en place après vérification de l'étanchéité du sous-sol du bâtiment (absence de regard, de siphon de sol...). Le volume constitué par ce dispositif est de 65 m ³ . Ces eaux ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié. La mise en service des dispositifs amovibles doit pouvoir être réalisée en toutes circonstances.
Constats : La rétention des eaux d'incendie est prévue par l'interposition, au droit des ouvertures du rez-de-chaussée, de barrières amovibles pour constituer une rétention.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Régulation thermique des bains de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2016, article 8.1.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Régulation thermique des bains de traitement
Prescription contrôlée : Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances (bains actifs et stockages) sont protégées, électriquement par un système de disjonction différentielle, et mécaniquement afin d'éviter tout contact avec des corps pouvant les endommager.
Constats : Présence dans les bains d'un détecteur de niveau du liquide (flotteur). Lorsque le niveau est trop bas, la chauffe des résistances s'arrête automatiquement. Si le détecteur ne fonctionne pas et que le liquide baisse trop, le corps de chauffe (la résistance) s'autodétruit au contact de l'air. Les résistances sont protégées individuellement par un enduit et globalement par un cadre de protection.
Type de suites proposées : Sans suites